

La Correspondance économique

Problèmes d'actualité, mercredi 18 octobre 2023 1132 mots

L'économie française "sous la menace du chômage", selon l'OFCE

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a publié hier ses perspectives 2023-2024 pour l'économie française. Un document intitulé "Sous la menace du chômage", dont voici des extraits.

"En 2022, la dynamique de rebond de l'emploi entamée en 2021 s'est poursuivie avec 509 000 créations nettes en glissement annuel. Au cours du premier semestre de l'année 2023, les créations d'emplois sont restées dynamiques (+172 000 emplois créés) mais un ralentissement s'est enclenché au deuxième trimestre. Entre la fin 2019 et le deuxième trimestre 2023, dans le secteur marchand non agricole, l'emploi salarié a augmenté de 6,5 % alors que la valeur ajoutée n'a crû que de 2 %, révélant des pertes de productivité du travail importantes. Selon nos évaluations, ces pertes sont imputables pour deux tiers à la baisse passée de la durée du travail, à l'accroissement des effectifs d'apprentis, aux soutiens publics apportés aux entreprises et à la baisse du coût réel du travail.

Vers une fermeture partielle du cycle de productivité

La baisse des soutiens publics aux entreprises associée à la sortie du "quoi qu'il en coûte" et aux remboursements des Prêts garantis par l'Etat ainsi que le retour de la durée du travail à son niveau de 2019 devraient conduire à rattraper une partie des pertes de productivité observées. Associé à la baisse des emplois aidés (-20 000 en 2024), hors apprentis, et au tassement de la croissance, l'emploi salarié devrait se contracter à l'horizon de la fin 2024. Sur la base notamment des enquêtes de conjoncture menées dans l'industrie, les services et la construction, nous anticipons la destruction de 16 000 emplois au troisième trimestre 2023. L'emploi total diminuerait de -53 000 en glissement annuel en fin d'année 2024, la baisse des emplois salariés étant compensée partiellement par la hausse des emplois non-salariés. Cet ajustement ne suffirait pas à refermer le cycle de productivité qui tient compte de l'évolution historique de la tendance de productivité (+0,8 % par an). A l'horizon de notre prévision, seul un quart des pertes de productivité enregistrées depuis le début de la crise (par rapport à la tendance) serait ainsi rattrapé.

Emplois aidés : les mains liées

L'objectif du million d'entrées annuelles en apprentissage risque d'enfermer la politique de l'emploi dans une impasse. Le gouvernement s'interdisant de contrôler ce budget qui en est venu à dépasser 20 milliards d'euros, la recherche d'économies budgétaires s'est concentrée sur les emplois aidés hors apprentissage, un gisement de l'ordre de seulement 2,7 milliards d'euros. Finalement, loin de l'économie d'1 milliard d'euros évoquée en marge du cadrage budgétaire, le budget des emplois aidés est finalement stable, et il augmente même de 101 millions d'euros (+3,8 %) hors apprentissage. Les crédits à l'apprentissage sont en légère diminution (-126 millions d'euros, -1,5 %) car la baisse de l'aide unique entrée en vigueur au début 2023 joue en année pleine.

Cependant, les effets sur l'emploi et le chômage de ces évolutions budgétaires sont marginaux. Les prévisions d'entrées en apprentissage sont soumises à des influences contradictoires, et dans tous les cas de figure non-financées dès lors que l'on inclut les

dépenses de France Compétences dans le budget du dispositif. Notre prévision est donc technique, misant sur une stabilité des entrées, ce qui contribuerait encore à la création de 40 000 emplois en 2023 avant un retour à la neutralité en 2024.

### Le chômage repart à la hausse

Au deuxième trimestre 2023, le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) a augmenté de 20 000 par rapport au trimestre précédent, à 2,21 millions de personnes et le taux de chômage s'est légèrement accru (+0,1 point), à 7,2 % de la population active. Cette hausse devrait se poursuivre dans les trimestres à venir. Le taux de chômage atteindrait 7,4 % fin 2023 et 7,9 % à la fin de l'année 2024 soit proche de son niveau de mi-2021. Cette prévision intègre les nouvelles projections de population active de l'Insee faisant suite à l'entrée en vigueur de la réforme des retraites actant un décalage progressif de l'âge de départ et une hausse de la durée de cotisation. Ces nouvelles projections anticipent un accroissement de 0,6 % sur deux ans de la population active, soit une hausse de 177 000 du nombre d'actifs sur la période 2023-2024 par rapport aux projections précédant la réforme des retraites. Nous posons ici l'hypothèse que la répartition emploi/chômage de cette hausse de la population active est de 80 % vers l'emploi et de 20 % vers le chômage du fait de l'existence d'effets "horizon" entraînant une hausse du taux d'emploi des seniors, hypothèse cohérente avec les dernières simulations disponibles. (...)

Ce scénario d'évolution de l'emploi et du chômage est soumis, à l'image du scénario macroéconomique, à des aléas importants. Les ajustements liés à la remontée de la durée du travail peuvent par exemple déjà avoir eu lieu. Autrement dit, alors que la durée du travail est déjà revenue dans le secteur marchand à son niveau de 2019, l'impact de cette remontée sur l'emploi, que nous estimons retardée, peut être d'ores et déjà réalisé. Dès lors, les effets négatifs de la hausse de la durée du travail que nous intégrons dans notre scénario (-85 000 emplois et +0,3 point de taux de chômage) viendraient à s'annuler. De même si, contrairement à notre scénario, la fin des aides aux entreprises ne se traduisait pas par une hausse significative du nombre de faillites, l'emploi croîtrait de 138 000 par rapport à notre scénario et le taux de chômage s'établirait fin 2024 à 7,5 %. A contrario, les entreprises pourraient rétablir plus rapidement que prévu leur productivité avec la fin du "quoi qu'il en coûte" et les remboursements à venir des PGE, ce qui se traduirait notamment par une hausse des défaillances d'entreprise. Dès lors, cela conduirait à 138 000 destructions d'emplois supplémentaires par rapport à notre scénario central et une hausse de 0,4 point du taux de chômage. Enfin, le report de l'âge légal de la retraite et l'augmentation significative du nombre d'actifs au cours des deux années à venir est à même de contribuer bien plus négativement sur le chômage que ce que nous inscrivons dans notre scénario. Ainsi, si 50 % de cette hausse de la population active venait à basculer dans le chômage (contre 20 % dans notre scénario central), le taux de chômage fin 2024 pourrait s'établir à 8,1 %. Finalement, dans un scénario plus favorable (stabilité de la durée du travail et des faillites), le taux de chômage s'établirait à 7,2 % fin 2024. Dans un scénario plus sombre (hausse importante des faillites et effet plus négatif de la réforme des retraites sur l'emploi), celui-ci pourrait atteindre 8,5 %.